

APPEL À CONTRIBUTION

Ateliers Jeunes chercheur·e·s et Journée d'étude internationale

Les (9), 10, 11 et 12 juin 2026

à l'Université de Lomé – UFR SHS – LARDYMES, Togo

L'Afrique à l'ère des outils numériques et de l'intelligence artificielle : Nouveaux visages et défis du développement, des savoirs, et des sociétés.

CONTEXTE

La Chaire UNESCO *Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir* organise la neuvième édition de sa Journée d'étude internationale annuelle, précédée de 2 (ou 3) journées d'ateliers doctoraux. Cette chaire regroupe :

- Le Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) – Belgique
- L'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo – Burkina Faso
- L'École de développement international et mondialisation (EDIM) et l'École supérieure d'affaires publiques et internationales (ESAPI) de l'Université d'Ottawa – Canada
- L'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) – Abidjan, Côte d'Ivoire
- L'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) et l'UMR Développement et Sociétés (Université Paris 1 - IRD) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – France
- L'Université Rouen Normandie / Laboratoire d'Économie Rouen Normandie (LERN)
- L'Université Général Lansana Conté (UGLC-SC) de Sonfonia - Conakry – Guinée
- La Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP) de l'Université Kurukanfuga de Bamako – Mali
- La Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Aïn Chock (FLSHAC) de l'Université Hassan II de Casablanca - Maroc
- La Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) et la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS) de l'Université de Lomé – Togo

Les dix institutions académiques partenaires poursuivent les objectifs communs suivants :

- Une pratique partagée et le soutien de la recherche pluridisciplinaire sur le développement et les défis de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD),
- La diffusion de travaux et résultats académiques d'un réseau francophone sur les études de développement,
- L'activation de la mobilité des étudiant·e·s et des enseignant·e·s pour renouveler les formes de partenariat Nord/Sud, ainsi que d'en encourager de nouvelles en particulier Sud/Sud,



1/12

- Le rayonnement des activités de la Chaire dans le monde des politiques publiques pour faire connaître la richesse et diversité des savoirs et compétences de l'aire francophone en matière de développement international ; soutenir la recherche réalisée sur les contextes Suds et être force de proposition utile pour les décideurs,
- Le soutien apporté aux jeunes chercheur·e·s, notamment africains, pour une pratique innovante de la recherche sur les transitions économiques, sociales et environnementales et une contribution à la formation des cadres dans les différents pays.

Voir plus de détails sur la Chaire : www.chaireunescodefisdev.org

ÉVÉNEMENT 2026

Pour 2026, les membres de la Chaire ont conjointement décidé de consacrer leur événement international annuel à la problématique de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies en Afrique. Cet événement se tiendra à Lomé, les **(mardi 9 à confirmer), mercredi 10, jeudi 11 et vendredi 12 juin 2026**.

Les journées du (9), 10 et du 11 juin seront consacrées à des ateliers visant un double objectif : méthodologique et théorique/conceptuel. Ils sont conçus comme un appui aux recherches doctorales en cours et donneront lieu à l'évaluation d'une communication. Pour les textes les plus aboutis, ces ateliers permettront de préparer une restitution formelle de la recherche au cours de la Journée du vendredi 12 juin. Enfin, ces ateliers visent à asseoir et à actualiser les bases d'un réseau international de jeunes chercheur·e·s.

PROBLÉMATIQUE SCIENTIFIQUE

L'Afrique à l'ère des outils numériques et de l'intelligence artificielle : Nouveaux visages et défis du développement, des savoirs, et des sociétés.

Mots clés : Intelligence artificielle (IA), numérique, nouvelles technologies, développement, savoirs, transformations sociales.

1. Contexte scientifique et justification

Dans la continuité des colloques antérieurs de la Chaire UNESCO *Défis partagés du développement*, consacrés aux jeunesse africaines, aux savoirs émergents, aux transformations sociales et aux défis du développement, l'édition 2026 s'inscrit dans une dynamique de réflexion sur les mutations globales des sociétés, liées au numérique et à l'intelligence artificielle (IA).

L'Afrique connaît une accélération historique et massive de la diffusion des outils numériques, portée par l'essor des technologies digitales et de l'IA. Cette révolution technologique se caractérise par l'émergence et la généralisation de nouvelles économies numériques, l'usage croissant des données massives et l'intégration de l'IA dans des secteurs

clés tels que l'éducation, la santé, la recherche et la gouvernance. Ces transformations modifient en profondeur les savoirs, les pratiques et les modes de production de la connaissance. Au-delà de l'enthousiasme technocentré qu'elles suscitent (Holmes & Tuomi, 2022), elles appellent une analyse rigoureuse des conditions concrètes d'usage, d'appropriation sociale et institutionnelle, en tenant compte des ressources disponibles, des compétences des usagers et des contextes locaux (Collin, Guichon & Ntebutse, 2015).

Le numérique apparaît ainsi à la fois comme un levier potentiel de développement et comme un facteur de risques accentués de fractures économiques, sociales, territoriales, environnementales, culturelles et de souveraineté et de genre. Les travaux sur les « smart cities », par exemple, montrent que si ces dispositifs promettent une gestion plus efficiente des ressources et une amélioration de la qualité de vie, leurs effets réels restent complexes et inégalement distribués (Khan et al., 2018). Plus largement, la recherche est invitée à interroger ce que le numérique, sous ses différentes formes, fait aux sociétés, aux modèles de développement, aux relations Nord-Sud et Sud-Sud et aux régimes de savoirs.

Ces questionnements s'inscrivent dans un cadre politique continental structurant. En janvier 2015, l'Union africaine a adopté l'Agenda 2063¹, qui fixe les objectifs d'un développement inclusif et durable à l'horizon de cinquante ans. La mise à niveau des infrastructures des technologies de l'information et de la communication y est identifiée comme une priorité stratégique, afin de garantir un accès fiable et abordable pour tous. Cette orientation a été renforcée par l'adoption d'une Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030)², qui fait du numérique et de l'IA des piliers centraux du développement socioéconomique, qualifié de « quatrième révolution industrielle ».

Dans un contexte mondial marqué par l'accélération récente du déploiement massif de l'IA, dont les outils grand public comme ChatGPT n'apparaissent qu'à partir de fin 2022, le sommet régional sur la transformation numérique de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, tenu à Cotonou en novembre 2025³ sous l'égide de la Banque mondiale et du gouvernement du Bénin, a souligné l'urgence de la question. La Déclaration de Cotonou insiste sur la nécessité d'accélérer les réformes, les investissements et les engagements financiers pour garantir l'accès au haut débit, développer les capacités en IA, créer des emplois numériques et construire un marché numérique intégré.

Toutefois, malgré ces ambitions, les défis restent majeurs : inégalités territoriales d'infrastructures et de qualité de service, financements instables, difficultés de gouvernance, inégal accès des populations en fonction du niveau d'éducation, du genre, des ressources économiques et des capacités d'appropriation, ainsi que déficit d'évaluation des impacts environnementaux et de l'empreinte énergétique des infrastructures numériques. L'envers environnemental des TIC et de l'IA, notamment le coût énergétique et les choix de production électrique, constitue un angle encore insuffisamment exploré.

¹ https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_fr.pdf.

² Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique, 2024, https://sdgs.un.org/sites/default/files/2024-05/Pendere_Projet%20de%20Strat%C3%A9gie%20de%20Transformation%20Num%C3%A9rique%20pour%20l%27Afrique%20%282020-2030%29.pdf.

³ Sommet régional sur la transformation digitale en Afrique de l'Ouest et du Centre – Déclaration de Cotonou. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/statement/2025/11/18/regional-summit-on-digital-transformation-in-western-and-central-africa-cotonou-declaration>.

Par ailleurs, les enjeux liés aux droits humains, aux libertés publiques et à l'algorithmisation de la décision publique soulèvent des risques de biais, d'opacité et de perte de contrôle démocratique (Barraud, 2022). Les promesses d'efficacité, de rationalité et de « neutralité algorithmique » justement, souvent portées par des entreprises privées, interrogent la reconfiguration des pouvoirs économiques, politiques et militaires à l'échelle globale. Les technologies numériques et l'IA, loin d'être neutres, reflètent et renforcent des rapports de pouvoir, des normes et des inégalités multiples (sociales, de genre, d'âge, territoriales ou éducatives) (Collin, Guichon & Ntebutse, 2015). La question des bases de données, largement dominées par certains États et acteurs privés, pose un risque majeur de perte de souveraineté numérique (Macq & Cabiaux, 2024). La dépendance technologique pourrait ainsi évoluer vers une dépendance cognitive (Guénöt & De Lagarde, 2023 ; Razouki et al., 2025), voire une externalisation cognitive (OCDE, 2023), alors même que l'Afrique, qui représente environ 17 % de la population mondiale, produit moins de 1 % de l'IA globale (Beckouche, 2025).

Ces dynamiques interviennent dans un contexte de remise en cause des démarches décoloniales visant à valoriser les contextes locaux, les savoirs, les langues et les catégories endogènes, au risque d'une standardisation excessive et d'une perte de diversité, de créativité et d'autonomie (Holmes, 2023). Les débats récents, notamment lors du Dialogue sur les futurs de l'éducation et de l'IA organisé par l'UNESCO en octobre 2025, soulignent l'importance de développer des IA ancrées dans les réalités culturelles et linguistiques locales.

En enseignement et en recherche, l'IA bouleverse profondément les pratiques pédagogiques et scientifiques, en particulier en sciences humaines et sociales (Chalus-Sauvannet & Godé, 2025). Elle modifie les objets, les méthodes et les valeurs de la recherche, interroge l'autorité scientifique et les contours disciplinaires (Lamassé et al.). Si elle peut constituer une opportunité d'innovation pédagogique, elle comporte également un risque d'accentuation des inégalités éducatives et de remise en cause de l'intégrité scientifique dans des contextes d'accès inégal au numérique (UNESCO, 2019 ; Chen et al., 2020), certains évoquant même la perspective d'un « apartheid intellectuel » (Alexandre, 2019).

2. Problématique centrale

La problématique centrale de l'événement repose sur un paradoxe structurant : alors que les technologies numériques et l'intelligence artificielle sont présentées comme des leviers majeurs de développement inclusif, de modernisation des États et de production de savoirs, leur déploiement en Afrique s'effectue dans des contextes marqués par de fortes inégalités, des dépendances technologiques et cognitives, des fragilités institutionnelles et des enjeux éthiques, environnementaux et politiques insuffisamment maîtrisés.

Dès lors, plusieurs questions transversales se posent : dans quelles conditions concrètes les outils numériques et l'IA transforment-ils réellement les sociétés africaines ? Quels effets produisent-ils sur les modèles de développement, la gouvernance, les identités sociales et la production des savoirs ? Comment éviter que ces technologies ne renforcent les fractures existantes, les asymétries de pouvoir et la perte de souveraineté, tout en préservant la diversité culturelle, linguistique et épistémologique ? Enfin, comment articuler les ambitions politiques continentales avec les réalités de terrain, les usages effectifs et les résistances sociales et institutionnelles ?

3. Objectifs scientifiques de l'événement

L'événement scientifique prévu à Lomé en juin 2026 a pour objectif général de créer un espace de dialogue, de réflexion scientifique et d'innovation partagée entre chercheurs, décideurs publics, praticiens, jeunes chercheurs et acteurs du numérique, afin d'analyser de manière critique et interdisciplinaire les transformations induites par l'IA et les technologies numériques en Afrique.

Il vise plus spécifiquement à :

- Mener une réflexion sociocritique et éthique sur les usages et les impacts des technologies numériques et de l'IA dans les dynamiques africaines de développement ;
- Analyser les politiques numériques pour le développement et leurs effets concrets à partir d'études de terrain ;
- Examiner les enjeux éthiques, sociaux, juridiques et environnementaux associés aux outils numériques et à l'IA ;
- Comprendre les modalités d'appropriation des technologies par les acteurs dans divers domaines étudiés par les sciences humaines et sociales, à partir de méthodes quantitatives et qualitatives ;
- Interroger la production des savoirs et des données à l'ère des nouvelles technologies et de l'IA, notamment en termes d'épistémologie, de preuve scientifique, d'intégrité académique et d'humanités numériques ;
- Évaluer les infrastructures numériques africaines, leurs limites énergétiques et leur empreinte écologique ;
- Explorer les enjeux de souveraineté numérique, de données locales, de langues africaines et de biais algorithmiques ;
- Analyser les recompositions sociales et culturelles liées aux usages du numérique et de l'IA (identités, représentations, inégalités, genre, jeunesse) ;
- Formuler des pistes concrètes pour un usage responsable, éthique et inclusif de l'IA en Afrique ;
- Produire des recommandations de politiques publiques fondées sur des approches comparées Afrique-Afrique, Afrique-Sud global et Sud-Nord, en lien avec les Objectifs de Développement Durable.

4. Axes thématiques

Axe 1 - IA, technologies numériques, gouvernance et souveraineté en Afrique

- Régulation, normes, droit et protection des données
- Gouvernance algorithmique et pouvoir décisionnel
- Surveillance, libertés publiques et droits humains
- Dépendances technologiques et souveraineté numérique

Cet axe interroge les cadres politiques, juridiques et institutionnels de régulation de l'IA, les normes de protection des données, les formes de gouvernance algorithmique et les enjeux de souveraineté technologique. Il invite à analyser les dépendances numériques, la place des acteurs privés, ainsi que les recompositions des pouvoirs économiques et politiques à l'ère de l'IA (Barraud, 2022 ; Macq & Cabiaux, 2024).

Axe 2 - Éducation, savoirs et intégrité scientifique

- Usages des IA génératives par les étudiant·e·s
- Évaluation, plagiat et nouvelles normes de la preuve
- Transformation des pratiques pédagogiques
- IA, humanités numériques et science ouverte

L'axe 2 porte sur les transformations des pratiques pédagogiques et scientifiques induites par l'IA, en particulier en sciences humaines et sociales. Il s'agit d'explorer l'IA à la fois comme objet et comme outil de recherche, d'interroger les nouvelles normes de la preuve, de l'évaluation et de l'autorité scientifique, ainsi que les tensions entre efficacité, intégrité scientifique et science ouverte (Chalus-Sauvannet & Godé, 2025 ; Lamassé et alii ; UNESCO, 2019 ; Chen, Chen & Lin, 2020).

Axe 3 - Transformations socio-économiques et inégalités numériques

- IA, emploi et économie informelle
- Start-ups, innovation frugale et entrepreneuriat numérique
- Fractures numériques (genre, territoire, générations)
- Jeunesse et accès aux opportunités numériques

Ici est proposée l'analyse des effets de l'IA et du numérique sur l'emploi, l'économie informelle, les trajectoires professionnelles et les fractures numériques selon le genre, l'âge, les territoires et les niveaux d'éducation. L'axe vise à comprendre comment ces technologies peuvent à la fois renforcer et reconfigurer les inégalités existantes (Collin, Guichon & Ntebutse, 2015).

Axe 4 - Langues, données locales et savoirs locaux

- Modèles linguistiques africains et mini-IA locales
- Données locales, patrimoines et cultures numériques
- Appropriations sociales et épistémologies situées

Il s'agit d'interroger les enjeux liés aux données africaines, aux langues locales, aux épistémologies situées et aux formes d'appropriation culturelle de l'IA. Il met en lumière les risques de standardisation des savoirs et de perte de diversité culturelle, dans un contexte de remise en cause des démarches décoloniales et de marginalisation des savoirs endogènes (Holmes, 2023).

Axe 5 - Environnement, infrastructures et transition énergétique

- Empreinte écologique des infrastructures numériques
- Data centers, énergie et choix de société
- IA et technologies numériques, ressources naturelles et durabilité

Seront examinées les limites énergétiques et l'empreinte écologique des infrastructures numériques et de l'IA, en interrogeant les modèles de production électrique, les choix de société et les arbitrages entre développement numérique et durabilité environnementale.

Axe 6 - Gouvernance publique, décision et participation citoyenne

- IA et technologies numériques dans les administrations publiques
- Transparence, responsabilité et redevabilité
- Participation citoyenne et décision algorithmique

Cet axe s'intéresse aux usages des technologies numériques et de l'IA dans les administrations publiques, à l'algorithmitisation de la décision, aux enjeux de transparence, de responsabilité et de participation citoyenne. Il analyse les effets de ces technologies sur la démocratie, les libertés publiques et les relations entre citoyens et institutions.

Axe 7 - Technologies numériques, IA, pouvoir, justice et économie politique des données

- Technologies numériques, IA et systèmes juridiques : e-justice, accès au droit, décision automatisée
- Travail invisible, micro-travail numérique et extraction de données
- Sécurité, surveillance, biométrie et conflictualités
- Santé numérique, corps, genre et vulnérabilités
- Financement du développement et conditionnalité numérique

Ce dernier axe explore les recompositions des rapports de pouvoir liées aux technologies numériques et à l'IA, notamment dans les domaines de la justice, de la sécurité, de la surveillance, du travail invisible et de l'économie politique des données. Il interroge les formes de dépendance technologique et cognitive (Guénot & De Lagarde, 2023 ; Razouki et al., 2025 ; OCDE, 2023), ainsi que la place marginale de l'Afrique dans la production mondiale des technologies numériques et de l'IA (Beckouche, 2025).

5. Finalité scientifique de l'appel

À travers cette structuration thématique intégrée, l'événement scientifique de Lomé 2026 vise à produire collectivement une compréhension fine, critique et située des transformations numériques en Afrique. Il entend favoriser des analyses empiriques, interdisciplinaires et comparatives, ancrées dans les réalités africaines, et contribuer à l'élaboration de réflexions et de recommandations fondées sur des approches comparées Afrique-Afrique, Afrique-Sud global et Sud-Nord, en articulation avec les Objectifs de développement durable.

6. Approches méthodologiques et épistémologiques (transversal)

Les contributions sont invitées à expliciter clairement :

- Leur **méthodologie** (enquêtes de terrain, analyses institutionnelles, ethnographie des usages, audits algorithmiques, méthodes mixtes) ;
- Leur **rappor critique aux données et aux plateformes** ;
- Les **conditions concrètes de production des savoirs** ;
- Les enjeux d'**intégrité scientifique et d'autonomie cognitive**.

Une attention particulière sera portée aux :

- Comparaisons **Sud-Sud et Sud-Nord** ;
- Analyses des **temporalités sociales africaines** face à l'accélération technologique ;
- Travaux sur les **imaginaires culturels, sociaux et religieux** de l'IA.

Bibliographie de référence :

- Alexandre, L. (2019). IA et éducation. Pouvoirs. Le Seuil, 170(3), pp. 105-118. DOI : <https://doi.org/10.3917/pouv.170.0105>.
- Barraud, B. (2022). Éthique de l'intelligence artificielle. Le Droit aujourd'hui. Paris. L'Harmattan, 289 p. URL : <https://catalogue.univ-lyon3.fr/cgi-bin/koha/opac-detail.pl?biblionumber=672155&language=fr-FR>
- Beckouche, p. (2025). L'IA nous ramène-t-elle à une géopolitique bipolaire ?, #1257, n°6 dossier « l'IA Régression ou progrès ? », p.36-39. URL : https://1257.pantheonsorbonne.fr/sites/default/files/inline-files/1257_numero_6_1.pdf
- Benjamin, R. (2019). Race After Technology: Abolitionist Tools for the New Jim Code. Polity Press, 172 p.
- Birhane, A. (2020). Algorithmic colonialism. SCRIPTed, 17(2), 389-409.
- Chalus-Sauvannet, M.-C., & Godé, C. (2025). L'enseignant de demain dans le supérieur : architecte des savoirs à l'ère de l'IA générative. Projectics / Proyéctica / Projectique. Centre d'Études et de Recherche en Gestion d'Aix-Marseille, 41(3), pp. 141-154. URL : <https://univ-lyon3.hal.science/hal-05321427v1>.
- Chen, L., Chen, P. & Lin, Z. (2020). Artificial Intelligence in Education : A Review. IEEE Access, vol. 8, pp. 75264-75278. DOI : 10.1109/ACCESS.2020.2988510.
- Collin, S., Guichon, N. & Ntebutse, J. G. (2015). Une approche sociocritique des usages numériques en éducation. Sciences et technologies de l'information et de la communication pour l'éducation et la formation (Sticef). Recueil 2015, 22, pp. 89-117. DOI : <https://doi.org/10.3406/stice.2015.1688>
- Collin, S., & Marceau, E. (2021). L'intelligence artificielle en éducation : enjeux de justice [Chronique]. Formation et profession. 29(2), pp. 1-4. DOI : <https://dx.doi.org/10.18162/fp.2021.a230>
- Couldry, N., & Mejias, U. A. (2019). The Costs of Connection: How Data Is Colonizing Human Life. Stanford University Press, 256 p.
- Guénot, F., & De Lagarde, O., (2023). L'IA éducative : l'intelligence artificielle dans l'enseignement supérieur. Levallois-Perret. Éditions Bréal by Studyrama, 228.
- Holmes, W. (2023). The Unintended Consequences of Artificial Intelligence and Education. Brussels. Education International. URL : <https://www.ei-ie.org/en/item/28115:the-unintended-consequences-of-artificial-intelligence-and-education>
- Holmes, W., & Tuomi, I. (2022). State of the art and practice in AI in education. European Journal of Education. Boston. Center for Curriculum Redesign, 57(4), pp. 542-570. DOI : <https://doi.org/10.1111/ejed.12533>
- Khan, S., Taraporevala, P. et Zérah, M.-H. (2018). Les villes intelligentes indiennes : défis communs et diversification des trajectoires. Flux, 114(4), 86-99. <https://doi.org/10.3917/flux1.114.0086>
- Lamassé S., Salinesi C., Zolinski C. (2025). Introduction au dossier : IA Régression ou progrès ?, #1257, n°6, pp.24-25. URL : https://1257.pantheonsorbonne.fr/sites/default/files/inline-files/1257_numero_6_1.pdf
- Macq, B., & Cabiaux, V. (2024). Face aux défis de l'intelligence artificielle générative. Collection L'Académie en poche. Bruxelles. Académie royale de Belgique, 164(1), 150 p. URL : <https://catalogue.univ-lyon3.fr/cgi-bin/koha/opac-detail.pl?biblionumber=684343&language=fr-FR>
- OCDE. (2023). ChatGPT, PISA and the Future of Education. URL : <https://www.oecd-events.org/ai-wips-2023/session/e0efe222-91b6-ed11-994c-000d3a469307/chatgpt-pisa-and-the-future-of-education>
- Razouki, H., Cherradi, B., Hair, A., & Razouki A. (2025). L'impact de l'intelligence artificielle sur l'enseignement et l'apprentissage : Enjeux et perspectives. SHS Web of Conferences. 214(01010), 18 p. DOI : <https://doi.org/10.1051/shsconf/202521401010>

Sommet régional sur la transformation digitale en Afrique de l'Ouest et du Centre – Déclaration de Cotonou. URL : <https://www.banquemondiale.org/fr/news/statement/2025/11/18/regional-summit-on-digital-transformation-in-western-and-central-africa-cotonou-declaration>

Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique, 2024.

URL : https://sdgs.un.org/sites/default/files/2024-05/Pendere_Projet%20de%20Strat%C3%A9gie%20de%20Transformation%20Num%C3%A9rique%20pour%20l%27Afrique%202020-2030%29.pdf

UNESCO. (2019). Consensus de Beijing sur l'intelligence artificielle et l'éducation. UNESCO Bibliothèque Numérique. 70 p. URL : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000368303>

UNESCO. (2025). L'IA et les futurs de l'éducation, webinaire, 22/10/2025 URL : <https://www.unesco.org/fr/articles/lia-et-les-futurs-de-leducation>

Zuboff, S. (2019). The Age of Surveillance Capitalism. *Public Affairs*, 704 p.

POSITIONNEMENT FINAL

Cet appel vise à faire de la rencontre de Lome 2026 un espace de référence critique, interdisciplinaire et africain sur les transformations induites par l'IA et le numérique, en refusant toute vision techniciste ou normative au profit d'analyses rigoureuses, situées et comparatives.

MODALITES DE CANDIDATURE : DOCTORANT·E·S A PARTIR DE LA 2^{NDE} ANNEE DE THESE

Les candidatures comprendront **cinq pièces** :

- 1- Un résumé de la thèse (1 500 mots, en police Calibri 11 maximum, interligne 1,5), Ce résumé précisera :
 - nom, prénom d'usage
 - la discipline d'approche
 - une contextualisation de la recherche
 - la problématique explorée et les hypothèses structurantes de la recherche (hypothèses, cadre d'analyse, approches conceptuelles et théoriques)
 - les méthodes mobilisées
 - un point d'avancement de la recherche et/ou, si pertinent, les premiers résultats obtenus.
 - 2- Un résumé de la communication proposée, qui devra préciser comment elle s'insère dans la recherche doctorale en cours. Cette communication doit porter pour partie ou totalement sur la problématique susmentionnée, et être appliquée à un terrain africain (500 mots, en police Calibri 11 maximum, interligne 1,5). A celles et ceux qui seront retenu·e·s sera demandée la communication complète de 5 000 mots (en police Calibri 11 maximum, interligne 1,5) selon le calendrier ci-après.
 - 3- Une attestation d'inscription et /ou rattachement à votre université, en 2^{nde} année de thèse ou plus
 - 4- Une lettre de motivation de la candidature
 - 5- Un CV (en indiquant votre année d'étude et université d'affiliation)

Calendrier

- Date limite de réception des candidatures : **vendredi 13 mars 2026** à minuit, à : contact@chaireunescodefisdev.org ;
- **Réponse** aux doctorant-e-s présélectionné-e-s : **lundi 13 avril 2026** après examen par le conseil scientifique et précision des éléments supplémentaires à fournir ;
- Date limite de **réception de la communication et des pièces complémentaires** : **jeudi 07 mai 2026**.
- Ateliers jeunes chercheurs : **(mardi 9, à confirmer) mercredi 10 – jeudi 11 juin 2026**.
- Journée d'étude internationale : **vendredi 12 juin 2026**.

Programme préliminaire

Il s'agira, au sein de groupes restreints (une vingtaine de personnes au maximum), et sur la base des recherches doctorales en cours, de discuter des concepts et approches théoriques mobilisés et d'échanger sur les méthodologies d'enquêtes, qualitative et/ou quantitative des sciences humaines et sociales employées. Interactifs avec des visées de formation à la recherche, les ateliers seront animés par des enseignant-e-s chercheur-e-s partenaires de la chaire.

- **Jour 1 – matinée** : Concepts et approches conceptuelles clés ;
- **Jour 1 – après-midi** : Questions méthodologiques et éthiques ; formation aux outils et stratégies de valorisation efficaces de la recherche ;
- **Jour 2 (et Jour 3 à confirmer) - matinée et après-midi** : Outils de production et d'analyse des données, ateliers guidés de validation et rétroaction de la recherche des étudiants ;
- **Jour 3 (ou Jour 4)** : Journée d'étude et de restitution.

Conseil scientifique

- Hind Aassouli, professeure chercheure à la Faculté des lettres et des sciences humaines Ain Chock (FLSHAC) de l'Université Hassan II de Casablanca, Maroc
- Lucie Adamski, rédactrice PNUD – acteurs de la recherche pour le développement, au sein du Pôle « Innovations et partenariats pour l'Agenda 2030 », de la Sous-direction du Développement et de l'Investissement solidaire et durable du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- Stephen Baranyi, sociologue, professeur titulaire, École de développement international et mondialisation (EDIM), Université d'Ottawa
- Julien Brachet, géographe, chargé de recherche, UMR Développement et Société, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- Anne Briand, économiste de l'environnement et du développement, professeure des universités à l'Université de Rouen Normandie, Laboratoire d'Economie de Rouen Normandie (LERN)
- Sylvie Capitant, sociologue, maîtresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en délégation à IRD Ghana
- Mawuli Couchoro, économiste, professeur et doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG), Université de Lomé

- Bénédicte Decaux, conseillère chargée des plaidoyers, Cabinet du Recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
- Marie-Eve Desrosiers, politologue, professeure agrégée, École supérieure d'affaires publiques et internationales (ÉSAPI), université d'Ottawa
- Raïmi Fassassi, économiste, enseignant-chercheur, École Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA)
- Gaëlle Gillot, géographe, maitresse de conférences, Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Hassan Habibi, directeur du Laboratoire LEMÉRAGE, Faculté des lettres et sciences humaines Ain Chock (FLSHAC) de l'Université Hassan II Casablanca, Maroc
- Pierre Janin, géographe, directeur de recherche, UMR Développement et Sociétés, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- Pierre Jaudoïn, chef du Pôle Innovations et Partenariats pour l'Agenda 2030, Direction du pilotage et de la stratégie, ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
- Pazambadi Kazimna, psychologue, enseignant-chercheur en psychologie appliquée à l'Université de Lomé, Togo
- Moustapha Keïta-Diop, juriste et socio-anthropologue, professeur, doyen de la Faculté des Sciences Sociales, directeur du Master Acteurs Sociaux et Développement Local (MASDEL), Université Général Lansana Conté (UGLC-SC)
- Edinam Kola, géographe, professeur et doyen de la Faculté des Sciences de l'Homme et de la société (FSHS), Université de Lomé
- Hugues Kouadio, ingénieur statisticien et économiste, professeur, directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA), coordonnateur du Centre d'Excellence Africain en Formation statistique
- Farid Lamara, chargé de projets de recherche dans la Direction Innovation, Stratégie, Recherche, Agence Française de Développement (AFD)
- Karine Marazyan, économiste, professeure des universités, Université de Rouen Normandie, Laboratoire d'Economie de Rouen Normandie (LERN)
- Epiphane Marahoua, enseignant-chercheur en économie du développement à l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA), Abidjan, Côte d'Ivoire
- Paboussoum Pari, vice-doyen de la Faculté des sciences humaines et sociales (FSHS), enseignant chercheur en psychologie du travail des organisations à l'Université de Lomé, Togo
- Joshua Ramisch, professeur agrégé à l'École de développement international et mondialisation (EDIM) de la Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, Ottawa, Canada
- Idah Razafindrakoto, responsable de programme - Institutional Research Capacity Building (IRCB) Program Focal Point, coordinatrice des Working Papers Series (WPS), Pôle Clermontois de Développement International (GDN EUROPE - CERDI), Global Development Network (GDN)
- Laurence Roudart, agro-économiste, professeure, Centre d'Etudes de la Coopération Internationale et du Développement (CECID), Université Libre de Bruxelles
- Driss Sayah, conseiller au sein du Pôle Innovation et Partenariat, au Cabinet du Recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
- Abdoul Sogodogo, politiste, professeur et vice-doyen de la Faculté des sciences administratives et politiques (FSAP), Université Kurukanfuga de Bamako, Mali

- Gilles Spielvogel, économiste, maître de conférences, directeur de l'UMR Développement et Sociétés, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Benoit Toulouse, géographe, formateur indépendant en SIG, intervenant à l'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Cheick Amala Touré, doyen de la Faculté des sciences administratives et politiques, Université Kurukanfuga de Bamako, Mali
- Niandou Touré, sociologue, enseignant, rédacteur en chef de la revue Migrations Société, Université Kurukanfuga de Bamako, Mali
- Madeleine Wayack-Pambè, démographe, professeure, directrice adjointe de l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), responsable du panel Genre de l'Union pour l'étude de la population africaine (UEPA), Université Joseph Ki-Zerbo.

Avec le soutien de :

